Madame, Monsieur,

**Nous serons en grève le 22 mars, comme l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et de l’Education nationale.**

Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est **la réussite scolaire de tous les enfants**. Or, Les décisions prises aujourd’hui ne sont pas de nature à répondre aux difficultés que connaissent encore beaucoup trop d'élèves. Par exemple, la priorité sur les dédoublements des classes en éducation prioritaire, mesure qui n’a pas été accompagnée des postes nécessaires se fait au détriment de tous les autres besoins et des effectifs des autres classes.

**Les créations de postes pour 2018 ne suffiront pas** pour dédoubler les classes et abaisser les effectifs partout où cela est nécessaire, pour poursuivre la création de postes de maîtres supplémentaires, pour continuer les efforts sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, et assurer les besoins sur les remplacements et les réseaux d’aides spécialisées.

Alors que l'Ecole a besoin de personnels statutaires et qualifiés, le gouvernement veut développer l’embauche de contractuels pour accompagner les élèves en situation de handicap et pallier au manque d’enseignants titulaires.

D’autre part, **la dégradation du pouvoir d'achat**, que chacun connaît, n'est pas acceptable. Le gouvernement n'a pas répondu aux attentes exprimées par les personnels de la Fonction publique lors de la journée du 10 octobre dernier: une véritable politique de l’emploi public, la garantie d’un service public de qualité sur tout le territoire ainsi qu’une amélioration de la reconnaissance de leurs missions. La défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires est une garantie pour l'ensemble des salariés.

**Dans les administrations de l’État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires** – qu’ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

Diviser les salariés du public et du privé, ou faire croire qu’il y a trop de fonctionnaires c’est méconnaitre le rôle de la fonction publique et de ses agents au service de tous les usagers.

En défendant les services publics de qualité et de proximité, nous défendons l'intérêt général: l'école, la poste, les transports, les hôpitaux, l'administration, la justice, l'énergie... doivent répondre aux besoins de tous, de façon égalitaire sur l'ensemble du territoire.

La Fonction publique, qui n’est pas en France plus importante ni plus coûteuse qu’ailleurs est surtout garante de l’intérêt général au service, de valeurs communes partagées, de progrès social et de davantage de solidarité.**L’école et plus généralement les services publics et leurs salariés que sont les fonctionnaires ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir.**

C’est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le jeudi 22 mars.

Nous comptons sur votre soutien et votre compréhension.

L’équipe enseignante